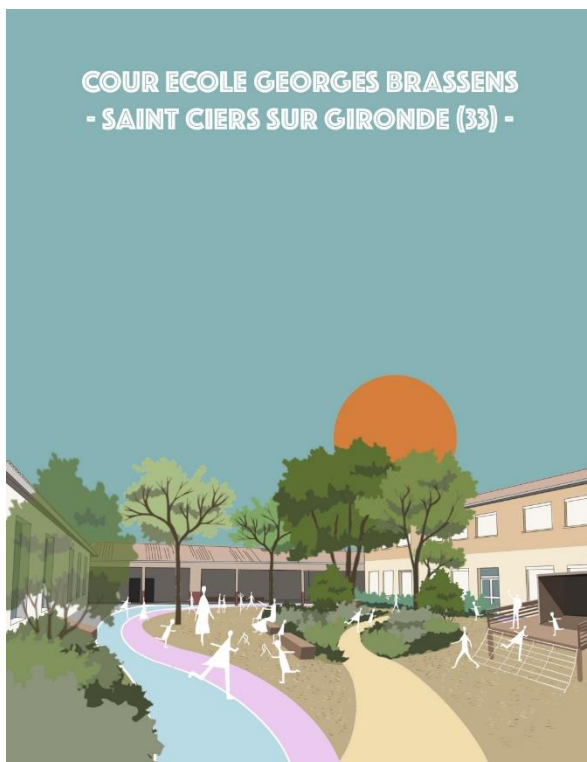




REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX ET AMENAGEMENT PAYSAGER



Aménagement des cours d'école du groupe scolaire Georges Brassens SAINT CIER SUR GIRONDE (33)

Date et heure limites de remise des offres : Mercredi 7 Mai à 12h00

Mairie de Saint Ciers sur Gironde
32 av de la République
33820 Saint Ciers sur Gironde
Tél : 05 57 32 60 45

SOMMAIRE

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION ET IMPERATIVE	5
2.2 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.3 - VISITE DE SITE	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	5
3.1 - MAITRISE D'OUVRAGE	5
3.2 - LA MAITRISE D'ŒUVRE	5
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	6
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	6
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	6
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1 - DISPOSITIONS GENERALES	7
5.2 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU DISPOSITIF DUME	7
5.3 - PIECES A FOURNIR A LA CANDIDATURE	7
5.4 - PIECES A FOURNIR CONSTITUTIVES DE L'OFFRE	9
5.5 -VARIANTES	9
ARTICLE 6 : JUGEMENT DES CANDIDATURES	9
ARTICLE 7 : JUGEMENT DES OFFRES	10
7.1 - CLAUSES COMMUNES	10
7.2 - SOUS-CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	11
7.3 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	12
ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	12
8.1 - DISPOSITIONS GENERALES	12
8.2 - CORRESPONDANCES AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR	14
ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
9.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	15
9.2 - PROCEDURES DE RECOURS	15

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1. Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

Situé dans le cœur du bourg le long de la départementale 18 ou Avenue de la République l'école Georges Brassens est accessible depuis la place du 11 Novembre 1918 (entrée technique) et la rue René Chapus.

L'école se compose d'un bâtiment le long de la rue René Chapus, d'un bâtiment de classe et réfectoire en R+1 contre la parcelle du collège ; d'un bâtiment en RDC qui décompose la cour d'école en deux sous-espaces et du bâtiment de l'ancienne école actuel école de musique dont le parvis se trouve sur la place du 11 Novembre 1918.

Les cours d'écoles sont dissociées en deux espaces de 800m² (grande cour) et 400m² (petite cour). L'ensemble des espaces extérieurs est imperméable en enrobé avec 3 collecteurs (1 dans la grande cour, 1 dans la petite cour et 1 situé place du 11 Novembre 1918).

Des reliques végétales composent également ces espaces mais du fait de leur formes et leur quantité faible elles ne proposent pas assez d'ombre. Ces lieux sont donc assimilés à la définition d'ilot de chaleur et cela pour les deux cours d'école.

Du fait de ce constat, le projet vise dans un premier temps de convertir ces espaces en ilots de fraîcheur et composer des lieux favorables pour les élèves.

Afin de faire baisser les indices de chaleur urbains et composer des espaces agréables pour les élèves, la Mairie a décidé de désimperméabiliser plus de 38% des surfaces. Sans contraindre le système de gestion des eaux en place, les principes proposés vont permettre de réduire les eaux collectées au niveau des exutoires. Les autres surfaces seront peu remaniées avec quelques rattrapages à prévoir, connexions aux seuils existants, reprises des flashes et dégradations liées à la vétusté des revêtements seront pris en compte au sein du projet.

Le réaménagement des cours d'école Georges Brassens s'inscrit dans un cadre environnemental lié à la renaturation des espaces extérieurs afin de favoriser l'épanouissement et l'appropriation des élèves.

Dans ce sens, l'entreprise ou le groupement d'entreprises qui sera rendu titulaire de ce marché se devra de respecter cette démarche.

AMÉNAGEMENT ET VÉGÉTALISATION DE LA COUR D'ECOLE GEORGES BRASSENS À SAINT CIER SUR GIRONDE

SAINT CIER SUR GIRONDE 33820

LOT unique : VRD et Aménagement paysager

Les travaux sont exécutés sous maîtrise d'ouvrage de :

Commune de SAINT CIER SUR GIRONDE

Représenté par Mr le Maire

32 Avenue de la République 33820 SAINT CIER SUR GIRONDE

Les travaux sont réalisés en une tranche ferme.

1.2 - Étendue de la consultation

La présente procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L.2123-1 / R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

1.3 – Réalisation de prestations similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, en application de l'article R-2122-7 du Code de la Commande Publique.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, le Maître d'Ouvrage pourra, après l'attribution, lui imposer la forme solidaire, si la transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché (Article R2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique).

En cas de groupement : chaque membre du groupement devra fournir les pièces ci-dessous, et le mandataire devra être habilité et désigné clairement par l'ensemble des contractants et devra préciser dans la DC1 ou la lettre de candidature la forme du groupement, la désignation du mandataire et produire les habilitations nécessaires pour représenter les candidats membres du groupement si l'offre n'est pas signée par l'ensemble des membres du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un (ou plusieurs) groupement(s) ;

1.5 - Nomenclature communautaire

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

LOT	Classification principale	Classification complémentaire
Lot unique	TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT URBAIN (45211360) TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER (45112700) TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER DE TERRAINS DE JEUX (45112723)	TRAVAUX DE DÉMOLITION (45111100-9) TRAVAUX DE DÉCAPAGE TERRE VÉGÉTALE (45112210-0) TRAVAUX DE TERRASSEMENT (45112500-0) TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE PARKING (45223300-9) TRAVAUX DE MARQUAGE EMPLACEMENT DE PARKING (45233270-2) TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CANALISATION EAUX PLUVIALES (45232130-2) TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CHEMIN PIÉTONNIER (45233161-5) TRAVAUX DE REVÊTEMENT DIVERS (45233200-1) TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE ZONES PIÉTONNES (45233262-3) INSTALLATION PANNEAUX DE SIGNALISATION (45233290-8) INSTALLATION DE MOBILIER URBAIN (45233293-9) OUVRAGES EN BOIS (45422100-2)

Article 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée - Délais d'exécution et impérative

Pour cette opération, il est impératif que l'entreprise ou le groupement d'entreprises s'engage(ent) sur la réalisation des travaux durant les périodes de vacances scolaires du lundi 7 juillet 2025 au vendredi 29 août 2025 puis du lundi 20 octobre 2025 au vendredi 31 octobre 2025.

La période de préparation est de 4 semaines à compter de l'ordre de service qui sera donné le 2 Juin.

La durée globale est de 15 semaines.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

En déposant une offre sur le profil d'Acheteur, le candidat accepte les conditions de la consultation. Même non signée, sa candidature et son offre l'engage pour la durée de validité des offres précisée ci-dessus, conformément à l'article A93 du guide très pratique-Acheteur DAJ version3 – janvier2019.

2.3 – Visite de site

Le Maître d'Ouvrage organisera une visite de site le mercredi 23 Avril matin. Les rendez-vous sont à prendre auprès de Margaux LEGA – 06 76 14 31 86 ou mlega@saint-ciers33820.fr

2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : Fonds propres de la collectivité.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, conformément à l'article R 2192-10 du Code de la Commande Publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils souhaitent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'Acte d'Engagement.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

A l'appréciation des candidats conformément aux prescriptions du cahier des clauses techniques.

Article 3 : LES INTERVENANTS

3.1 - Maîtrise d'Ouvrage

Commune de Saint Ciers sur Gironde
32 avenue de la République
33820 Saint Ciers sur Gironde
Contact : Margaux LEGA
Tél : 05.57.32.60.45 / 06.76.14.31.86
Mail : mlega@saint-ciers33820.fr

3.2 – la Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

11BIS STUDIO ARCHITECTURE ET PAYSAGE
11BIS, Route du Fg du Sers – BP25
31450 MONTGISCARD

Tel : 05 61 27 99 30
Mail : accueil11bisstudio@11bisstudio.fr

ITER INGENIERIE

170 Avenue Montaigne
33160 SAINT MEDARD EN JALLES
Tel : 06 11 08 35 20
Mail : iter.ingenierie@gmail.com

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le Maître d'œuvre et en l'occurrence ITER INGENIERIE assure le rôle de l'OPC.

3.3 - Contrôle technique

Le Bureau de contrôle pour cette opération sera désigné par le Maître d'Ouvrage ultérieurement

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

L'opération sera réalisée sous plan de prévention.

Article 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- L'acte d'engagement (ATTRI1) disponible directement <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>
- Le règlement de la consultation (R.C.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)
- La Décomposition du Prix Forfaitaire (DGPF) E01
- Le dossier de plans, avec :
 - P00 Plan EDL (format A1 ech.1/200)
 - P01 Plan de COMPOSITION GÉNÉRALE (format A1 ech.1/200)
 - P02 Plan DEMOLITION (format A1 ech.1/200)
 - P04 Plan RÉSEAUX grande cour et petite cour (format A3)
 - P05 Plan PLANTATIONS (format A1 ech.1/200)
 - C01 Carnet de DETAILS (comprenant la description des éléments et ouvrages du projet)

La modification des fichiers source par le candidat est interdite.

Aucun dossier de consultation des entreprises en version papier ne sera fourni.

Il est disponible immédiatement et gratuitement pour chaque candidat à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/entreprise>

L'établissement ne saurait être engagé par des documents non téléchargés sur le portail de l'acheteur

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme.

En cas de téléchargement anonyme ou d'informations erronés dans le formulaire d'authentification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs ou compléments de dossiers) dont ils ne pourront se prévaloir.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'Acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique transmis à l'adresse e-mail indiqué lors du téléchargement du dossier. **Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.**

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 – Dispositions générales

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Ces renseignements sont nécessaires pour garantir qu'un candidat dispose de la capacité juridique et financière ainsi que des compétences techniques et professionnelles nécessaires pour exécuter le marché à attribuer

Aussi, les éléments de la candidature pourront faire l'objet de demande de précisions et de compléments.

Attention :

- Une signature tampon ou manuscrite scannée ne vaut ni signature manuscrite originale, ni signature électronique,
- Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

5.2 – Dispositions spécifiques au dispositif DUME

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Toutefois, pour la présente consultation, les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats utilisant le DUME doivent donc joindre à celui-ci les documents et renseignements demandés par le présent règlement de consultation au titre des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles, conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique.

NOTA :

Les sous-traitants déclarés au stade de l'offre et les candidats étrangers ne peuvent pas compléter le formulaire de candidature DUME : ils sont soumis aux dispositions ci-après.

5.3 – Pièces à fournir à la candidature

A l'appui de leur candidature, les entreprises produiront obligatoirement les pièces prévues aux articles R 2142-1 à R 2142-14 et article R 2143-3 du Code de la Commande Publique, pour justifier de leurs niveaux suffisants de capacités professionnelles, techniques et financières :

Situation juridique - références requises :

Soit :

DC1 dûment complétée ;

Soit :

Une lettre de candidature ;

Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2341-1 et suivants du code de la commande publique ; Notamment qu'il n'a pas dû verser, au cours des trois années précédentes, des dommages et intérêts, n'a pas été sanctionné par une résiliation ou n'a pas fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur ;

Une déclaration sur l'honneur qu'il est en règle au regard de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article 29 de la loi no2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées).

Capacité économique et financière :

Soit :

DC2 dûment complétée ;

Soit :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle et décennale à fournir au plus tard à la date de notification du marché.

Capacité technique :

Soit :

DC2 dûment complétée, et annexée des pièces demandées dans le présent règlement

Soit :

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants et objet du marché ;

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

Certificats de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Une attestation sur l'honneur que la réalisation des plans de récolement sera effectuée par un prestataire certifié en localisation des réseaux – Géoréférencement ou par un géomètre expert, à défaut de la présentation d'un acte de sous-traitance (si prestation réalisée en externe) ou Certificat en localisation des réseaux – Géoréférencement (si plans réalisés par le candidat lui-même).

Dans le cadre de la réforme anti-endommagement des réseaux, fournir une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur.

En cas de sous-traitance :

Le candidat pourra notamment faire état des capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants et justifier du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché par un engagement écrit du sous-traitant dans lequel ce dernier s'engage à mettre à disposition du candidat ses capacités et/ou par le biais d'une déclaration

de sous-traitance (cf. Formulaire DC 4 « déclaration de sous-traitance » dûment complété et signé pour les parties.

Ce document est disponible à l'adresse suivante

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat>

En outre, le candidat devra produire pour chaque sous-traitant les pièces réclamées ci-dessus.

Les candidats doivent apporter toutes les garanties nécessaires pour attester qu'ils disposeront effectivement des capacités du sous-traitant annoncé.

En cas de groupement chaque membre du groupement devra fournir les pièces ci-dessus, et le mandataire devra être habilité et désigné clairement par l'ensemble des contractants. Le mandataire devra préciser dans la DC1 ou la lettre de candidature la forme du groupement, la désignation du mandataire et produire les habilitations nécessaires pour représenter les candidats membres du groupement si l'offre n'est pas signée par l'ensemble des membres du groupement.

Le candidat attributaire du marché (compris cotraitant et sous-traitant) devra fournir les documents justificatifs et moyens de preuves mentionnées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et à l'annexe 4 du Code de la Commande Publique.

5.4 – Pièces à fournir constitutives de l'offre

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** (ATTRI 1) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire **DPGF**,
- Un **mémoire technique** précisant : la présentation du groupement, l'équipe dédiée, la compréhension du site et du projet, l'approche de l'entreprise pour la bonne conduite du chantier et les remarques si jugées nécessaires, la méthodologie de travail (organisation des équipes dans vacances scolaires notamment)
- **Le planning prévisionnel** fourni par l'entreprise
- **L'attestation de visite**

Les autres documents transmis dans le dossier de consultation n'ont pas à être joints à l'offre. La signature de l'acte d'engagement par le candidat signifie qu'il adhère sans réserve et sans modification au contenu de ces documents et notamment au C.C.A.P et au C.C.T.P.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.5 -Variantes

Des variantes peuvent être proposées sous réserve qu'elles puissent répondre à la solution de base.

Article 6 : JUGEMENT DES CANDIDATURES

La vérification de l'aptitude à exercer les prestations objet du présent marché et des capacités financières, techniques et professionnelles du candidat s'effectue au regard des documents listés à l'article 5 du présent RC et dans les conditions de l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique.

De plus, l'attention des candidats est attirée sur le fait que le marché ne pourra lui être attribué que sous réserve que celui-ci ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il remplisse les

conditions de participation fixées et qu'il produise, dans le délai imparti, les documents justificatifs et autres moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur

Article 7 : JUGEMENT DES OFFRES

7.1 – Clauses communes

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Conformément à l'article R.2152-6 du Code de la Commande Publique, les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la Commande Publique (offres anormalement basses), seront classées par ordre décroissant. Par ailleurs, le Pouvoir adjudicateur retiendra le candidat issu du classement des offres établi au regard des critères de jugement parmi les offres proposées en application de l'article R 2152-7 du Code de la Commande Publique, selon les critères définis ci-après.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la phase de négociation conformément à l'article R.2152.1 du Code de la Commande Publique.

En l'absence de négociations, conformément à l'article R.2152.2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur pourra régulariser une offre irrégulière.

La régularisation d'une offre irrégulière ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

On entend par :

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Le critère de jugement des offres se fera selon la pondération ci-dessous :

Libellé des critères de jugement	%
La Valeur technique sur la base du mémoire technique et du planning : N1 , noté sur 100 points avec :	60
Le Prix , noté sur 100 points, Le prix sera apprécié sur la base du Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, selon la formule suivante : N2 = 100 x Pm/P , Avec : N2 = le nombre de points / Pm = prix de l'offre la plus basse / P = le prix de l'entreprise	40

Les offres économiquement les plus avantageuses seront les offres présentant la note globale (N) la plus élevée, calculée de la manière suivante :

Soit $N = 0,60 \cdot N1 + 0,40 \cdot N2$

Détection des offres anormalement basses

Conformément à l'article L. 2152-5 du Code de la Commande Publique, est une offre anormalement basse « une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché ».

Il sera demandé aux candidats dont les offres sont suspectées d'être anormalement basses de préciser les modalités de composition de l'offre permettant d'aboutir à un prix exceptionnellement réduit, de fournir les sous détails de prix pour certains des prix de l'offre et de confirmer que le montant de l'offre permettra de mener l'ensemble des prestations dans des conditions optimales. Par ailleurs, le candidat ne sera pas autorisé à proposer de nouveaux prix sous peine d'irrégularité de l'offre en raison du principe d'intangibilité de l'offre.

Si les éléments apportés ne répondent pas de manière précises à la demande du pouvoir adjudicateur, et /ou ne permettent pas de reconnaître le caractère économiquement viable de l'offre par rapport aux prestations demandés par le maître d'ouvrage, ou ne précisent pas les éléments fournis dans la proposition initiale, sans pour autant en modifier le montant, ou ne sont pas suffisantes pour que le prix proposé ne soit pas regardé comme manifestement sous-évalué et de nature, ainsi, à compromettre la bonne exécution du marché, il appartiendra à la commission de confirmer que l'offre est anormalement basse. L'offre sera exclue de l'analyse.

Les offres les mieux classées seront donc retenues à titre provisoire en attendant que les candidats produisent les certificats et attestations sociales et fiscales.

Documents à transmettre par l'attributaire pressenti dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, soit trois jours de rigueur :

Les documents demandés aux articles D 8222-5, D8222-7 et D 8222-8 du code du travail (attestation de vigilance, Extrait de k-Bis datant de moins de trois mois) ;

Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction du candidat à ses obligations fiscales et sociales. Ces documents devront être établis au 31 décembre de l'année précédant le lancement de la consultation. (Attestation marchés publics, C.R.C....etc.) ;

L'attestation de régularité fiscale à jour. Pour les sociétés filiales, l'attestation de régularité fiscale de la société mère devra être produite également ;

Pour les entreprises créées après le 1er janvier de l'année de la date de lancement de la consultation, le récépissé du dépôt de déclaration auprès du Centre de formalités des entreprises sera substitué aux certificats ;

L'assurance civile et professionnelle en cours de validité ;

Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés

N.B : Ces derniers justificatifs peuvent être déposés et mis à jour directement et gratuitement dans le coffre-fort prévu à cet effet sur la plateforme sécurisée du Maître d'Ouvrage sous réserve de l'inscription du candidat.

7.2 – Sous-critères de jugement des offres

Valeur technique sur 100	Nombre de points
SC1 : La méthodologie du chantier intégrant l'identification des contraintes environnantes, leurs gestions, les plans de contrôles internes, la prise en compte de l'ambition du projet et des attentes techniques liées à certains produits, la prise en compte des normes associées aux cours d'écoles et aire de jeux, la qualité du mémoire de façon générale	50
SC2 : L'organisation et les phasages de chantier détaillés de l'entreprise intégrant un planning de travaux	20
SC3 : Les moyens humains affectés aux travaux avec encadrement et moyens matériels (indications sur le type et la provenance des fournitures et matériaux, leur qualité, fiches produits, carrières pressenties, ...)	30

(*) Le planning prévisionnel des travaux sera détaillé, au pas de temps de la semaine et décomposera chacune des phases, depuis la période de préparation (elle-même décomposée et détaillée) jusqu'à la réception. Il intégrera la proposition de points d'arrêts de chantier du candidat, les contrôles internes, et toutes étapes importantes de déroulement du chantier. Le planning distinguera chacun des corps d'état avec enchaînement des tâches et marge critique.

7.3 – Suite à donner à la consultation

7.3.1 – Négociation

L'Acheteur se réserve le droit de négocier ou non à l'issue de l'analyse des offres, sans être tenu d'en informer l'ensemble des candidats.

Dans l'hypothèse où l'acheteur déciderait, le moment venu, de recourir à cette possibilité, cette ou ces négociations seraient organisées avec les 3 candidats dont les offres économiques obtiennent les classement 1, 2 et 3 à l'issue de la l'analyse des offres et qui n'ont pas été éliminés en application de l'article 7.1 du présent règlement.

Cette ou ces négociations pourraient porter sur un ou plusieurs critères/ Sous-critères de jugement des offres.

A l'issue de la ou des négociations, il sera procédé à un nouveau classement qui déterminera **l'offre économiquement la plus avantageuse**.

Toutefois, l'Acheteur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.

Seules les offres anormalement basses et /ou inappropriées seront exclues de la phase de négociation, conformément aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du Code de la Commande Publique.

Le cas échéant, le délai laissé aux candidats pour présenter leur nouvelle offre ne pourra excéder 10 jours après la négociation ou audition.

Article 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

8.1 – Dispositions générales

Dans le cadre de cette consultation, la réponse électronique est obligatoire.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://demat-ampa.fr/entreprise>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le dépôt comprenant la ou les offres ainsi que le dossier de candidature doit parvenir à destination avant la date et heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du règlement de consultation. Les dossiers déposés sur le profil d'Acheteur du Maître d'Ouvrage après la date et l'heure limites fixées seront rejetées tout comme ceux contenant des programmes malveillants.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Aussi, afin de faciliter les téléchargements et téléchargement sur les différentes plateformes de dématérialisation, et pour faciliter la lecture de votre offre, vous veillerez à ce que :

Le poids de chacun de vos fichiers ne dépasse pas 60Mo,

Le poids total de votre offre ne dépasse pas 160 Mo,

Le chemin d'accès de chacun de vos fichiers à l'intérieur de votre zip ne dépasse pas 70 caractères, espaces compris, afin que vos fichiers soient exploitables par le serveur de la collectivité,

Un fichier ne soit pas isolé dans un sous-dossier,

Tous les documents composant une même pièce (demandée à l'article 5.3 ou 5.4) soient combinés en un seul fichier PDF, et que cette pièce soit clairement identifiée (Acte d'engagement, pièce financière, mémoire technique, etc.),

Plusieurs fichiers zippés ne soient pas zippés en un seul fichier zip (allongement du chemin du fichier).

La transmission d'une copie de sauvegarde (article 8.2 du présent RC) sur clé USB, sous format papier est vivement conseillée pour palier à toute éventualité de dysfonctionnement qui contraindrait à rejeter votre offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Donc, en cas de dépôt successif, seul le dernier dépôt sera pris en compte.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2010 (.doc, .xls et .ppt),

Format PDF (.pdf),

Formats images (.jpg),

Pièces aux formats imposés : DPGF à fournir au format .XLS et .PDF

Toutes les autres pièces sont à fournir au format PDF.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. **La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.**

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS).

Toutefois, les certificats de signature de type RGS ([Référentiel Général de Sécurité prévu par l'ordonnance 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives](#)), demeurent valables jusqu'à leur expiration

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

La signature manuscrite scannée ne sera pas acceptée. Un dossier Zip signé ne sera pas valide. Il convient de signer chaque document dont la signature est requise.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Les conditions générales d'utilisation de la plateforme de dématérialisation peuvent être consultées à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

En cas d'incident, la plateforme met en place un service support accessible via le courriel suivant :

<https://demat-ampa.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>

8.2 – Correspondances avec le Pouvoir Adjudicateur

Toutes les questions et toutes les réponses ainsi que les modifications éventuelles du DCE durant la phase de consultation du présent marché se feront uniquement sur **la plateforme du Maître d'Ouvrage**.

Les courriers d'information (compléments de candidature, précisions sur offre, négociations, rejet des offres, attribution, ...) ainsi que les notifications se feront via la plateforme.

Le pouvoir adjudicateur utilisera donc ladite plateforme pour ses échanges avec les candidats (via l'adresse courriel unique ou de secours renseignée par l'entreprise sur la plateforme et à l'acte d'engagement) et utilisera la signature électronique.

Article 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la présente consultation, les candidats **transmettent impérativement** leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : **<https://demat-ampa.fr/entreprise>**

Cette demande doit parvenir au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les six (6) jours qui suivent leur demande.

9.2 – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

CS 21490

33 060 BORDEAUX CEDEX

Tel : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat,

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

CS 21490

33 060 BORDEAUX CEDEX

Tel : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr